

Le pouvoir aux travailleurs

07 JUILLET 2008

N° 145

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

<u>SOMMAIRE</u>	<u>PAGES</u>
<u>EDITORIAL :</u>	
- FACE AUX HAUSSES DE PRIX, AUGMENTATION DES SALAIRES !	2
- LES ELECTIONS HYPOTHETIQUES DE NOVEMBRE.....	3 - 4
- QUE CACHENT LES ARRESTATIONS DANS LA FILIERE CAFE - CACAO ?.....	5 - 7
- INONDATION A COCODY AGHIEN	8
- FILTISAC : LES BENEFICES POUR LES ACTIONNAIRES ET L'EXPLOITATION POUR LES OUVRIERS	9
- DARLING : PLUIE DE MISES A PIED POUR PLUS DE PRODUCTION	9
- FADEM-CI : EXPLOITATION ET ARROGANCE PATRONALE	10
- MUGABE SE RECONDUIT AU POUVOIR POUR UN NOUVEAU MANDAT AU ZIMBABWE	11

E d i t o r i a l

FACE AUX HAUSSES DE PRIX, AUGMENTATION DES SALAIRES !

L'Etat vient encore de procéder à une nouvelle augmentation du prix du carburant et du gaz. Le super sans plomb est passé de 615 francs à 795 francs, le gasoil est vendu désormais à 785 au lieu de 545 francs. Le gaz domestique a lui aussi connu une augmentation. Ainsi, la petite bouteille de 6kg de 1500 francs est maintenant vendue à 2000, celle de 12,5kg qui coûtait 3500 francs est actuellement livrée à 4500 francs. Avant même que la décision ne passe à sa phase exécutoire, le patron des syndicats des transporteurs avait averti il y a quelques mois que si l'Etat augmentait le prix du carburant, eux aussi en feront autant sur le tarif du transport.

Rien que la hausse des transports est un coup dur pour tous les travailleurs qui sont obligés de dépenser déjà une fraction importante de leur salaire pour se rendre sur leur lieu de travail. Mais on sait que cela ne s'arrêtera pas là. La hausse du prix du carburant se répercutera sur les prix des marchandises transportées. Cette nouvelle vague de hausse s'ajoutera aux précédentes qui rendent déjà le riz, les légumes, la viande, inabordables. Même pour les salariés embauchés, il devient de plus en plus difficile de nourrir sa famille. A plus forte raison pour les journaliers et les précaires.

Cela ne peut pas continuer comme cela. Nous ne pouvons pas nous laisser pousser à la famine pour que les trusts du pétrole, les importateurs de produits alimentaires, les spéculateurs, les intermédiaires capitalistes, les commerçants en gros, empochent l'argent supplémentaire que leur rapporteront les hausses de prix.

A défaut de pouvoir empêcher les hausses de prix, il faut que les travailleurs, les salariés empêchent d'en être les principales victimes. Le seul moyen c'est d'imposer des hausses de salaires au prorata des hausses de prix. C'est plus qu'une revendication, c'est une nécessité. Et une explosion sociale, une vague de grèves pour augmenter les salaires à la mesure des hausses de prix, est le seul moyen de rendre les patrons et le gouvernement un peu plus prudents et de les obliger à réfléchir deux fois avant de décider une augmentation des prix.

Plus grave encore les problèmes de tous ceux, chômeurs, précaires et ceux qui vivent de petits boulots occasionnels et qui n'ont pas la possibilité de se retourner contre leur patron. C'est à l'Etat de les protéger, ne serait-ce qu'en subventionnant les produits indispensables. Il ne le fera pas de plein gré. Mais des explosions sociales, des émeutes de la faim, peuvent l'y obliger.

Et qu'on ne nous dise pas que le budget de l'Etat n'est pas assez suffisant pour cela. Il faut prendre l'argent là où il y en a. Si les hausses de prix sont une catastrophe pour les plus pauvres, pour les salariés, elles rapportent gros à ce ceux qui encaissent les recettes supplémentaires qui en résultent. C'est à ceux-là de payer. C'est à ceux-là qu'il faut imposer des taxes supplémentaires pour financer les subventions des produits alimentaires indispensables, à commencer par le riz.

Ceux qui nous gouvernent savent parler de sacrifices, lorsqu'ils vident les poches des plus pauvres. Eh bien, pour une fois, que Messieurs les riches commencent et abandonnent une partie de leurs revenus pour sauver une partie de la société de la faim et de la déchéance !

LES ELECTIONS HYPOTHETIQUES DE NOVEMBRE

La tenue des élections présidentielles reste toujours fixée à la date du 30 novembre 2008.

Les différentes chapelles politiques ont lancé leurs appareils de propagandes dans la danse. C'est à qui va parcourir le plus de hameaux pour mentir au mieux. Tous essaient de se faire une nouvelle virginité. Le PDCI enjolive ses 40 ans de pouvoir qu'il présente comme un long fleuve paisible de bonheur pour la population ivoirienne. Le RDR lui présente son mentor comme un faiseur de miracle qui en moins de deux changera le quotidien des ivoiriens. On a assez longtemps vu le PDCI au pouvoir pour ne plus nourrir d'illusion sur lui. Quand à Allassane, comme 1^{er} ministre, on a vu les mesures qu'il avait prises. Aucune n'était à l'avantage de la population. Toutes ses mesures d'austérités visaient à arracher aux pauvres et à donner aux riches. On a encore en tête tout le mal que la carte de séjour qu'il a institué a fait aux populations pauvres.

Les refondateurs eux crient à qui veut entendre qu'ils n'ont pas eu le temps d'appliquer leur politique de la refondation. Ils demandent à ce qu'on leur donne un vrai mandat. Mais cela fait 8 ans qu'ils sont au pouvoir. On les voit à l'œuvre. Si leur cœur se trouvait du côté du peuple, cela aurait dû se traduire par des mesures concrètes. Ils ont plusieurs fois sollicité la population pour défendre leur régime. Mais au sortir de tout ça, qu'est ce que le peuple a obtenu ? Rien. Les salaires sont toujours bloqués, les prix des matières premières payés aux paysans sont plus bas que jamais, le monde du travail vit dans une précarité qui s'aggrave de jour en jour. Les prix des produits de première nécessité se sont affolés et grimpent chaque jour.

Quand la population indignée par

tout cela, sort pour manifester ce sont les forces gouvernementales (police, armée, gendarmerie) qu'on envoie pour la mater. Pendant ce temps, en plus de leur faire des cadeaux (exonération d'impôts, franchises, etc), le gouvernement laisse la main libre aux patrons et aux riches. La pratique du travail journalier s'est généralisée plus que jamais.

Le FPI ment comme tous les autres partis. Si un moment il s'appuyait sur la population pour rester au pouvoir, il n'a pour autant rien lâché en faveur des pauvres. On voit mal pourquoi il le ferait dans l'avenir. Il tient à rester au pouvoir pour faire ce qu'il a déjà fait et continue de faire : servir la classe des riches et se servir au passage.

Sur l'organisation des élections elle-même :

Ceux qui ont en charge l'organisation de ces élections crient sur tous les toits que ces élections auront lieu à la date prévue et qu'il n'y aura pas un nième report.

C'est possible, mais pas certain du tout. Plusieurs faits parlent contre eux. En premier le redéploiement de l'administration jusqu'à présent n'est pas effectif. L'Etat en Côte d'Ivoire a toujours deux têtes. Il y a le Soroland et la zone sud et la réunification du pays n'est pas pour demain. On se rappelle des incidents de Ouangolo, où les douaniers que le Gouvernement ivoirien avait envoyé ont été éconduits par les autorités forces nouvelles qui étaient sur place. Les préfets et sous-préfets qui ont été redéployés en zone ex-forces nouvelles sont sans pouvoir et se sentent en insécurité. Les structures en place après 5 à 6 ans d'exercice du pouvoir ne veulent pas se laisser supplanter par l'administration qui est entrain d'être

redéployée dans leur zone. Ils ne veulent pas perdre les privilèges dont ils jouissent actuellement.

En deuxième lieu, il y a les explosions répétitives en zone ex-rebelle. L'actualité récente retient celles de Bouaké, Séguéla et Yavoua. Des soldats mécontents se sont mutinés contre leur hiérarchie. Derrière ces mutineries il faut voir un fait beaucoup plus profond que les raisons qu'ils avancent. Ces soldats pendant plusieurs années ont exercé le métier des armes. Comme leurs collègues du sud, ils rançonnaient les populations sous leur contrôle. Cela leur assurait le quotidien. Aujourd'hui avec l'accord de Ouaga, on parle de démobilisation. La plupart vont donc retourner à la vie civile avec toutes les incertitudes que cela comporte. En plus, il n'y a rien de précis sur leur sort futur, alors qu'ils voient bien comment leur hiérarchie civile comme militaire se sont vite enrichies dans cette crise. En plus ces derniers trouveront bien à se caser grassement comme Soro qui est Premier ministre actuellement et devant qui s'ouvre une belle carrière politique. Dans cette situation il n'est pas dit que le désarmement et la démobilisation se passent sans heurts en zone Force Nouvelle. Tous ces petits chefs de guerre, qui ont une autorité sur des bouts de territoire, lâcheraient difficilement le morceau pour retourner à une vie ordinaire. Dans quelle mesure Soro aidé du pouvoir d'Abidjan pourra maîtriser ses soldats mécontents. Il nous faudra attendre pour voir. Il n'est pas dit que des embusqués comme Doué, IB ou Zacharias ne profitent pas de ce mécontentement pour enfin rentrer au pays et s'inviter au partage du gâteau qui se fait entre Soro et Gbagbo.

En plus de tout cela, il y a les financements des élections et leur préparatif. Jusque là, l'Etat ivoirien court derrière un financement qu'il ne trouve pas. Ces grandes puissances et autres bailleurs de fond souhaitent évidemment que la situation se stabilise (la division du pays, les incertitudes politiques et militaires sont préjudiciables aux affaires). L'entente Gbagbo-Soro, saupoudrée d'une élection présidentielle, pas trop truquée, qui permettrait à la « communauté internationale » - c'est-à-dire aux grandes puissances - de parler du retour de la Côte d'Ivoire à la démocratie, arrangerait leurs affaires. Mais ce n'est pas pour autant que les grandes puissances ont envie de payer. Pas même pour financer complètement le processus électoral. A plus forte raison, pour acheter la paix du côté des officiers subalternes et des soldats rebelles qui n'ont pas envie de lâcher leurs fusils et les rackets qu'ils permettent en contrepartie des 90.000 francs CFA qui leur sont proposés. Sans argent, même la démobilisation, le désarmement et la réinsertion des ex-combattants restent hypothétiques.

Il reste à peine 5 mois. A cette allure si malgré tout, les scrutins sont quand même organisés, on court vers des élections qui ne manqueront pas d'être contestées. On verra si la « communauté internationale » donnera alors sa bénédiction ou si on remettra ça pour plus tard.

Quoi qu'il en soit du déroulement de ces élections et de celui qui les gagnera, la population n'a pas à se faire des illusions. Elle n'aura droit qu'à une caricature de démocratie à l'ombre de laquelle persisteront l'exploitation et la pauvreté.

QUE CACHENT LES ARRESTATIONS DANS LA FILIERE CAFE-CACAO ?

Une vingtaine de personnes ont été écrouées à la Maca, dans le cadre de l'enquête sur les détournements dans la filière café-cacao. Parmi elles, des barrons du FPI, tels que Firmin Kouakou, Flacide Zoungana, Didier Gbokou. Ou encore d'autres proches du pouvoir tels que Angeline Kili, Henri Kassi Amouzou ou encore Lucien Tapé Do.

Toutes ces arrestations ont entraîné un branle bas à la Maca qui a vu défiler Affi N'Guessan et Abou Drahmane Sangaré, respectivement président et premier vice-président du FPI. Mais aussi Bertin Kadet, un proche, parmi les proches de Gbagbo. Ce dernier dit avoir effectué ce déplacement à la Maca « pour apporter son soutien et sa solidarité à des frères, des amis et des camarades ». Mais il faut croire qu'il est aussi venu pour parler d'autres choses. Surtout quand on sait que ce sont des dizaines, voire des centaines de milliards qui ont été détournés de la filière café-cacao.

Petite historique :

La gestion de la filière café-cacao a toujours constitué une manne financière pour les tenants du pouvoir de ce pays. Du temps de Houphouët et de Bédié, c'était la Caistab qui en avait la gestion. Cette structure était totalement contrôlée par les hauts dignitaires du PDCI. La Caistab était aussi la « caisse noire » du PDCI. C'est cette caisse qui finançait non seulement le parti mais aussi ses dirigeants.

Une des premières mesures prises par Gbagbo et son équipe dès qu'ils ont mis la main sur le ministère de l'économie et des finances, du temps même de Guéi, c'était la prise en main de cette structure, avant son démantèlement complet.

Les nouvelles structures :

La Caistab a cédé la place à plusieurs structures spécialisées qui se sont avérées autant de nouvelles caisses à détournements pour les nouveaux arrivés au pouvoir :

1. Fonds de régulation et de contrôle (FRC) :

Cette structure a la gestion de la « réserve de prudence ». Il s'agit d'une cagnotte constituée par la ponction effectuée sur chaque kilo de café-cacao exporté. Cette cagnotte était prévue pour soutenir les producteurs de café-cacao à chaque fois que leurs prix chutent sur le marché international. L'audit en cours a montré que le FRC n'a jamais versé un seul franc aux producteurs. Tout l'argent aurait été englouti à d'autres fins : dans la mise en place d'une banque de financement de l'agriculture (BFA) ; dans l'acquisition d'une structure de négoce de café-cacao (DAAFCI) ou encore dans l'achat d'une usine de chocolat aux Etats-Unis d'Amérique qui s'est aussi avéré une belle escroquerie.

On sait aujourd'hui que toutes ces opérations « opaques » dataient déjà du temps où Danon Djédjé (un proche de Gbagbo) était encore au poste de ministre de l'agriculture. Aujourd'hui, il est toujours ministre mais à un autre poste.

2. Bourse du café cacao (BCC) :

Cette organisation a la charge des activités de commercialisation des fèves, dirigée par Lucien Tapé Do. Ici les magouilles ont été organisées autour de la commercialisation : les fèves sont classées par grades, chaque grade correspond à une qualité donnée. Le prix de vente sur le marché international est déterminé en fonction de cette classification. On apprend aujourd'hui que le quart des exportations de la production ivoirienne était déclassée artificiellement. En usant de fausses

déclarations à l'embarquement, des produits de bonne qualité étaient vendus au prix de fèves déclassées. Ce qui veut dire en clair que les produits étaient payés en dessous de leur tarif commercial réel aux producteurs avant d'être exportés à un tarif inférieur par rapport à leur qualité réelle sur le marché mondial. Dans cette grosse magouille étaient impliquée toute une chaîne allant des groupes financiers jusqu'aux multinationales du négoce. On peut imaginer que le montant total de toute cette escroquerie pouvait atteindre des dizaines, voire des centaines de milliards de francs ! Comment croire que les hauts dignitaires du gouvernement ignoraient tous ces détournements d'argent ?

3- Fonds de développement des activités des producteurs de café cacao (FDPCC) :

Le peu d'information qui circule dans les journaux depuis que toute cette affaire est dévoilée au grand jour, ne dit pas si cette structure financière - FDPCC - a effectivement participé d'une façon quelconque au « développement des activités des producteurs de café cacao ». Il semblerait que non.

Par contre l'audit en cours mentionne quelques magouilles opérées par la FDPCC. En l'occurrence, la surfacturation de l'achat de « Coco Service », cette ferme d'élevage de poulets dont le prix ne devait pas excéder 3,5 milliards de Fr CFA, alors que la facture présentée par Henri Amouzou le patron de la FDPCC était de 9 milliards ! De même que de sérieux doutes planent sur des prétendus prêts d'un montant qui s'élèverait à 18 milliards à des coopératives qui n'auraient qu'une existence fictive !

4- L'Autorité de régulation et de contrôle café-cacao (ARCC) :

Cette dernière structure a été mise en place pour palier aux « défaillances » de toutes les structures susmentionnées.

Preuve, donc, que c'est depuis bien longtemps que le pouvoir en place est au fait des vols opérés sur les caisses des cette filière. Ainsi, toute la gestion des ressources de l'ensemble de cette filière a été confiée à l'ARCC. A la tête de cette superstructure ont été placés deux gros poissons du FPI, Placide Zoungrana et Didier Gbokou. Tous les deux ont été mis aux arrêts. La presse est bien avare d'informations. On parle tout juste d'« opacité dans la gestion des flux financiers ».

A quoi rime toutes ces arrestations ?

A première vue, il est surprenant de voir ce grand étalage au grand jour de tout ce linge pourri. Mais Gbagbo n'aurait probablement jamais remué toute cette paulette, s'il n'avait pas de bonnes raisons de le faire.

Des exemples ne manquent pas du temps de Houphouët et même de Bédié : Bédié, alors ministre de l'économie et des finances de Houphouët avait été écarté par ce dernier. Mais des exemples de ce genre sont nombreux : on peut citer pélemêle : Koffi Gadeau, Philippe Yacé, Lamine Fatiga, Donwahi et consorts. Chacun avait été soit écarté un temps, soit emprisonné pour différentes raisons.

En ce qui concerne le premier d'entre eux, en l'occurrence Bédié, il avait été écarté du pouvoir suite au détournement d'argent dans l'affaire SODESUCRE. Pourtant il n'était pas le seul « grilleur d'arachide » dans le gouvernement de Houphouët. Alors, pourquoi ? La raison qui vient facilement à l'esprit c'est d'abord qu'un chef de bande n'aime pas trop quand un membre de sa troupe ponctionne sur le butin sans qu'il n'ait donné lui-même l'autorisation. Ce qui peut avoir été le cas de Bédié. D'ailleurs, la suite de l'histoire a montré que cela ne l'a pas empêché d'occuper la fonction suprême.

Pour les autres, les Yacé et autres Donwahi, chacun est un cas particulier.

On se croirait dans un film de cow boy où les chefs de bandes n'hésitent pas à éliminer ou écarter leurs propres acolytes lorsqu'il se sent menacé par eux.

Aujourd'hui quels sont les problèmes de Gbagbo dans cette affaire de cacao ?

On peut en imaginer plusieurs :

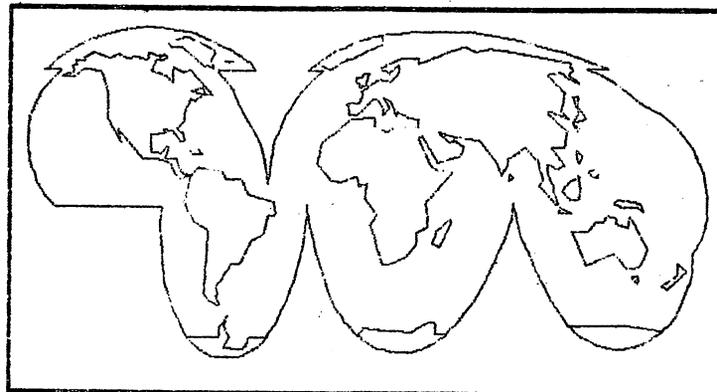
- Il peut craindre que ces détournements d'argent ne l'éclaboussent.
- Il se peut aussi que les détournements aient été décidément trop importants, alors que le pouvoir a besoin d'argent pour recoller les morceaux avec les Forces Nouvelles, en dédommageant les chefs militaires et politiques de leurs fiefs abandonnés. Qui sait si les arrestations et surtout la libération de quelques gros fromages de leurs bénéficiaires actuels ne sont pas les conséquences d'un accord avec Soro !
- Il se peut aussi que ces arrestations aient des motifs qui n'ont rien à voir avec les

détournements et que les gens arrêtés soient seulement soupçonnés de porter ombrage à Gbagbo. « Qui veut tuer son chien l'accuse de rage », dit le dicton. Mais en plus, les dits chiens ont vraiment la rage !

Des hypothèses de ce genre, on peut en avancer plusieurs. Ce qui est certain, c'est que Gbagbo peut avoir toutes les raisons de craindre autant Affi N'Guessan, Mamadou Koulibaly que sa propre épouse. C'est une mare de crocodiles !

Ce qu'on peut dire de plus, c'est que, pas plus que du temps de Houphouët-Quattara ou de Bédié, ce n'est pas la défense des intérêts des petits paysans producteurs, qui motive l'arrestation de tous ces gens. D'ailleurs, comme chacun le sait, il y a une justice dans ce pays ! Et elle est avant tout au service des exploités et des voleurs de tout poil. Comme tels, tous ces hauts dignitaires une fois lavés de leurs larcins seront tous remis en liberté et pourront tranquillement jouir de leur argent.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

INONDATION A COCODY AGHIEN

La pluie qui s'est abattue à Abidjan le 29 juin a fait 8 morts, plusieurs blessés et des personnes portées disparues dans un des quartiers précaires de Cocody-Aghien. Ce sont plus de 400 personnes qui se retrouvent sans logement. A l'origine de ce drame, c'est le mur de clôture d'une luxueuse villa située en amont et en hauteur qui a cédé sous la pression de la marre qu'il retenait. Ainsi les flots libérés ont balayé sur leur passage les baraques qui servaient d'habitations.

Ce quartier est habité en majorité par des pauvres : des domestiques, des vigiles, des maçons et des gens de petits métiers. Les personnes d'origine burkinabée sont les plus nombreuses. Mais il y a aussi, des Maliens, Guinéens et Ivoiriens. Ce quartier précaire qui s'étend jusqu'à Gobelet est né de la précarité, des bas salaires et des faibles revenus même pour ceux qui ont du travail en permanence. Ils n'ont pas d'autre choix que d'habiter dans ces ravines pas trop loin de leurs lieux de travail. En plus de ces inondations à répétition, ces travailleurs subissent périodiquement des frustrations et humiliations de la part de la police. Ils sont souvent dépouillés de leurs biens quand ils rentrent du travail pendant les rafles policières et sont souvent arrêtés arbitrairement. Pendant la période xénophobe, les gens en uniformes étaient systématiquement postés aux entrées de ces bidonvilles. Leurs incursions à l'intérieur étaient fréquentes ainsi que l'usage de leurs armes à feu. Les exécutions nombreuses à cette époque sont encore fraîches dans la mémoire

des résidents de ces quartiers. Eh bien avec ces dernières pluies, les habitants actuels payent au prix fort, c'est-à-dire avec la vie d'une partie des leurs, le fait d'être pauvres, d'être des prolétaires. Ils sont victimes de la rapacité de leurs employeurs et de l'irresponsabilité de l'Etat qui ne fait rien pour protéger les populations contre de tels drames.

Ghagho et sa femme auraient remis 9 millions de francs à l'ambassadeur burkinabé, puisque la majorité des victimes sont originaires de ce pays, pour compatir à la souffrance des sinistrés. Mais combien ces familles percevront quand chaque chef et petit chef prélèvera sa part ? Le ministre de l'intérieur, sur les lieux du drame, dans une déclaration méprisante, affirme qu'il invite les populations à quitter le site et à aller se loger ailleurs dans des conditions moins dangereuses. Mais où veut-il que ces gens partent ? Quelles sont les mesures de première urgence que le gouvernement a pris pour reloger les sinistrés et ensuite les populations ? Rien ! Si ce n'est de donner quelques billets de banque et ensuite se laver les mains et abandonner les populations à leur sort. Plus que de la compassion, ce sont des maisons décentes dont ces populations ont besoin. Cela fait longtemps que l'Etat ne construit plus d'habitats sociaux pour les travailleurs, accessibles à leurs revenus. Il préfère investir dans des bâtiments à coup de milliards comme le mémorial à Houphouët Boigny au plateau. Les promoteurs privés construisent ce qui est susceptible de leur rapporter de l'argent donc des villas et autres duplex dans des cités comme Angré et Riviera.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

FILTISAC : LES BENEFICES POUR LES ACTIONNAIRES ET L'EXPLOITATION POUR LES OUVRIERS

La Direction de Filtsac a organisé une conférence de presse pour annoncer le bilan de l'entreprise pour l'année 2007. Elle annonce un bénéfice de près de 900 millions de francs et la distribution de « dividendes » aux actionnaires. Quand aux travailleurs, ils ont été gratifiés d'un grand « remerciement ». Ca coûte moins cher, pour ne pas dire, c'est cadeau !

Eh bien, oui, le seul rôle des actionnaires, ceux-là qui ne mettent les pieds à l'usine que comme touristes, à l'exemple de l'Aga Khan, le premier d'entre eux, c'est de ramasser l'argent. Quand aux ouvriers, leur rôle c'est de travailler dur pour sortir le bénéfice et d'aller se faire ensuite voir ailleurs !

En prime, le travail des ouvriers a aussi permis aux patrons de renouveler le matériel de production et installer des machines toujours plus performantes. Ainsi en 2007, l'unité polypropylène a investi, par exemple, pour 3 milliards de francs qui ont été, bien sûr, déduits des bénéfices déclarés. Que les ouvriers se rassurent, ces nouvelles machines, ce n'est pas pour faciliter un temps soit peu leur travail mais au contraire pour augmenter toujours un peu plus la cadence du travail ; augmenter le rendement et pouvoir produire toujours plus et plus, tout en réduisant la main-d'œuvre, voilà la finalité pour les patrons. L'objectif étant de tirer le maximum de bénéfice du labeur des ouvriers pour le grand bonheur ... des bourgeois.

DARLING : PLUIE DE MISES A PIED POUR PLUS DE PRODUCTION.

Cela fait plus de deux mois que le patron par l'intermédiaire de son chef de production nous fait la guerre en nous donnant des mises à pied en cascade pour des raisons diverses et dérisoires.

La première vague de mises à pied remonte au mois de mai où une dizaine de femmes ont écopé de 3 jours. La raison était qu'elles n'ont pas ramassé des morceaux de mèches et de caoutchoucs qui traînaient par terre. Ce n'était pas leur travail à elles mais comme le patron veut économiser toujours plus, il refuse d'embaucher d'autres personnes pour cette tâche. Du coup, selon lui, c'est à nous de faire un travail supplémentaire.

Au cours du mois de juin, ce fut le tour de plusieurs collègues, journaliers comme embauchés. Il fut reproché par exemple à deux de nos collègues dames de n'avoir pas accepté de faire des heures supplémentaires qui étaient en plus gratuites, avec une mise à pied à l'appui. Et pourtant elles ont raison de refuser car dans cette entreprise, une minute de retard c'est comme « un pied dedans un pied dehors ». Il nous est même demandé d'être dans la cour de l'usine une quinzaine de minutes avant la reprise et celui qui ne respecte pas cette loi, perd sa journée automatiquement.

Une semaine après cette punition faite aux dames, ce fut le tour de 4 autres travailleurs. Cette fois-ci ils sont

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

partis s'expliquer à la direction en présence de tous les représentants du patron de l'usine. Et voilà que le patron après avoir entendu nos collègues, justifie le comportement de ces hommes par le manque de communication. Mais quel manque de communication quand un chef de production vous demande de produire 2 à 3 fois plus, ce qui est impossible ? Non il n'y a pas de manque de communication. Depuis toujours, le souci des patrons c'est d'imposer plus de

cadences, plus de productions pour plus de bénéfices.

Cette fois-ci, comme on commence à en avoir assez et que quelques uns commencent à grogner, la direction pour éviter un crash, parle de manque de communication. Comme si le patron n'était pas au courant de l'augmentation de la cadence. Mais c'est de là que vient l'augmentation de sa richesse.

FADEM-CI : EXPLOITATION ET ARROGANCE PATRONALE.

Il y a deux sections. L'une où on fait des éponges en fer et une autre où on fabrique des sachets plastiques pour emballer de l'eau ainsi que des bâches.

A la section où je travaille, il faut produire 3 colis par jour pour espérer avoir 2700f. Le patron paie un colis à 900f. Atteindre cette production suppose qu'on a été régulièrement approvisionné. Car avant la production, il y a la découpe. La plaque de fer doit être divisée en lamelles. Mais il n'y a personne pour cette tâche. Le patron faisait exécuter cela par des machinistes sans les payer. Ces derniers ont décidé de ne plus accepter cela. Du coup si on veut produire, on est obligé de mettre un de nos collègues à la découpe. Mais lui est tenu d'accomplir sa production pour avoir son argent. Donc chacun de nous est obligé de lui donner une partie de ce qu'il fabrique. Nous arrêtons fréquemment de travailler parce qu'il n'y a pas suffisamment de lamelles de fer. A ce rythme, rares sont ceux qui arrivent à faire 3 colis. On en fait un ou un et demi ce qui revient à 900f ou 1300f. Nous avons plusieurs fois fait des délégations pour que le patron trouve une solution à cette situation mais il nous renvoie de

façon méprisante. Chaque fois sa réponse est du genre : « *c'est votre problème ! Débrouillez vous ! Moi je ne paie personne pour ça* ». Je me suis une fois retrouvé avec 7000f à la fin d'un mois.

En plus, quand on finit la journée de travail, le patron souvent ferme les portes pour nous obliger à décharger des conteneurs. Et il paie ce qu'il veut comme à des mendiants soit 1000f ou même 350f par personne en te disant « *est ce que tu allais gagner cette somme sans moi !* ». Les mises à pied sont fréquentes et à durée variable. On peut se retrouver avec une mise à pied de 10 jours ce qui est interdit par la loi. Et aussi il paie les salaires quand il veut et comme il veut.

Face à nos conditions de travail, des collègues ont voulu créer un syndicat. Il leur a collé sur le dos des fautes imaginaires et a payé certains travailleurs pour qu'ils témoignent contre eux. Il a renvoyé 12 travailleurs sans indemnités ni droits et en plus il a prélevé des sommes sur le salaire des faux témoins. Sans doute pour compenser son manque à gagner versé à celui qu'il a réussi à soudoyer.

MUGABE SE RECONDUIT AU POUVOIR POUR UN NOUVEAU MANDAT AU ZIMBABWE

Robert Mugabé président du Zimbabwe, pays de l'Afrique australe, vient d'organiser des élections qu'il a naturellement gagnées. Le premier tour des élections a été pourtant remporté par son opposant Morgan Tsvangirai. Après cette leçon de démocratie où il pouvait perdre son poste, Mugabé s'est juré de ne plus se laisser avoir. Il a donc soumis son opposant à tellement de pressions et d'harcèlements que ce dernier a fini par craquer et à renoncer au deuxième tour des élections. Mugabé candidat unique fut donc élu à plus de 90% des suffrages exprimés. C'est en se prévalant de cette élection qu'il s'est rendu au sommet des chefs d'Etat africains qui s'est tenu en Egypte le 02 juillet 2008.

Comme on devait s'y attendre, Mugabé a été *"accueilli en héros"* comme le disait Omar Bongo à ce sommet. Comment pouvait-il en être autrement de la part de Bongo qui depuis 41 ans est président *"démocratiquement"* élu de son pays et régulièrement réélu dans des conditions ni plus ni moins démocratiques que Mugabé. Et ce dernier n'avait pas tort quand il affirmait après son élection que *"En Afrique, il y a eu des élections conduites dans de bien pires conditions. Ces présidents dirigent toujours leurs pays"*.

Kadhafi est au pouvoir en Libye depuis 39 ans; Dos Santos est à la tête de l'Angola depuis près de 29 ans; le président égyptien Hosni Moubarak l'est depuis 27 ans; en Guinée Equatoriale Obiang Nguema est au pouvoir depuis 1979 après un coup d'Etat et a remporté des élections en 2002 à 96% des voix dès le premier tour. Tout près de nous ici Compaoré dirige son pays depuis 21 ans et s'y cramponne encore. Au Kenya Mwai Kibaki avait organisé des élections

tellement truquées qu'elles avaient enflammé le pays jusqu'à une compromission politique avec ses opposants. Ici même en Côte d'Ivoire Gbagbo avait reconnu que son élection s'était passée dans des conditions calamiteuses et pourtant il est resté accroché à la présidence avec la reconnaissance de toute la « communauté internationale » en fin de compte.

Les grandes puissances font mine de s'indigner devant l'élection de Mugabé, ce n'est qu'hypocrisie. Les pires dictatures ici en Afrique trouvent leur soutien dans les pays impérialistes. Combien de dictateurs, d'Idris Deby à Bongo en passant par Compaoré, doivent leur maintien au pouvoir grâce à l'appui qu'ils reçoivent de leurs parrains de l'ex puissance coloniale. A chaque fois que leur pouvoir chancelle, ceux-ci volent à leur secours. Tous les discours sur la démocratie ou le droit des peuples cache mal autre chose. On sait quel genre de démocratie les américains ont installé en Afghanistan et en Irak. Ces démocraties respectent autant les droits de leurs populations que les régimes éjectés. Ces champions de la démocratie ferment les yeux sur tout dès que leurs intérêts trouvent satisfaction. S'ils trouvent à râler contre Mugabe, c'est qu'il arrive à ce dernier par démagogie, de leur jouer de mauvais tours...

La seule chose capable de stopper la propension qu'ont les dirigeants africains à vouloir s'éterniser au pouvoir, c'est un éveil même de la population. C'est les masses, qui quand elles se mettent en marche, peuvent mettre fin au règne des dictateurs. Il n'y a pas à compter sur une quelconque organisation ou communauté internationale.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- œuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.